

Écrit par GA/HPN
Lundi, 25 Janvier 2016 19:15



Des députés et sénateurs sont montés au créneau, le lundi 25 janvier, pour réclamer l'implication du corps législatif dans la recherche d'une solution à la crise actuelle. Alors que certaines propositions, notamment celle du G8, écartent le parlement dans la mise en place éventuelle d'un gouvernement provisoire, à cause de certains parlementaires dont l'élection est contestée, des élus appellent à la signature d'un large consensus en vue de gouverner le pays après le départ de Michel Martelly, le 7 février.

Tant au niveau du Sénat qu'à la chambre des députés, des pourparlers sont engagés pour trouver une solution après la vacance présidentielle, le 7 février.

Pour le sénateur Francisco De la Cruz, l'après 7 février doit être envisagé sans le président Michel Martelly.

L'élu du Centre qui tente de prouver que le chef de l'Etat veut se diriger le pays résolument vers le chaos, évoque les contre-manifestations lancées par les partisans du PHTK qui sont assimilables, dit-il, à une déclaration de guerre.

A pied d'œuvre dans l'élaboration d'un document de sortie de crise, Francisco De la Cruz propose, après la vacance présidentielle, la mise en place d'un gouvernement tricéphale: Parlement-Judiciaire-Partis politiques.

De son côté, le sénateur nouvellement élu du Sud-est, Dieupie Chérubin s'oppose ouvertement à toute recherche de solution à la crise née des élections sans l'implication directe du

parlement.

Pour M. Chérubin, mettre hors jeu le corps législatif dans le contexte actuel laisserait au pays un grand vide institutionnel.

Appelant à la signature d'un large accord, le parlementaire critique vertement la proposition de sortie de crise du groupe des huit qui recommande la suspension des activités parlementaires...

Même si la rentrée parlementaire n'a toujours pas lieu, les députés se mettent disponibles pour aider à résoudre la crise.

Pour l'heure, la chambre basse analyse au moins trois propositions, notamment l'une soumise par la présidence, a révélé le député Abel Descollines.

Au Sénat de la République, des discussions sont en cours sur une proposition de sortie de crise. Rien n'est arrêté pour l'instant sinon que cette chambre continue de multiplier les rencontres avec des acteurs politiques, religieux et d'organisations de la société civile.